



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 10 février 2025

Chevalier de la légion d'honneur

Officier de l'ordre national du mérite

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE PAIC-2025-0010

Modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'ouverture
n° 96-792 du 23 avril 1996 modifié d'un parc animalier de présentation au public
SARL Les Aigles du Léman – SCIEZ
(Siret : 41226838500017)

VU le règlement (CE) n° 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

VU le règlement européen n° 865/2006 de la Commission du 4 mai 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) N° 338/97 ;

VU le règlement d'exécution (UE) n° 792/2012 de la Commission du 23 août 2012 établissant les règles relatives à la forme des permis, des certificats et autres documents prévus au règlement (CE) n° 338/97 du Conseil relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce, et modifiant le règlement (CE) n° 865/2006 de la Commission ;

VU le titre 1^{er} du livre IV – Faune et flore – du Code de l'Environnement, notamment ses articles L.413-1 et suivants et R.413-8 et suivants et des textes pris en application et relatifs aux établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques ;

VU le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles R.214-49 à R.214-62 et R.214-84 à R.214-86 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Locaux au 9 rue Blaise Pascal – Seynod – 74600 Annecy

□ Préfecture de Haute-Savoie – DDPP – BP 2332 – 74034 ANNECY Cedex

□ 04.50.33.60.00 (choix 4) du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h00

@ ddpp@haute-savoie.gouv.fr

Réception du public sur rendez-vous : 9 rue Blaise Pascal 74600 SEYNOD

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 06 décembre 2022 portant nomination de M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe détaché en qualité de sous-préfet hors classe, en tant que secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié, fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96-792 du 23 avril 1996 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2008-1821 du 12 juin 2008, n° 2009-1346 du 20 mai 2009, n° PAIC-2021-0084 du 04 août 2021 et n° PAIC-2024-0019 du 25 mars 2024 autorisant l'ouverture d'une volerie "Les Aigles du Léman" sur la commune de SCIEZ ;

VU la demande de modification de l'autorisation d'ouverture de la SARL Les Aigles du Léman, datée du 18 janvier 2025, déposée par M. Jacques Olivier TRAVERS, exploitant de la SARL *Les Aigles du Léman* ;

VU le rapport de l'inspection n°2025-00358 des installations classées en date du 04 février 2025 ;

VU le contradictoire en date du 05 février 2025 demandant à la société SARL Les Aigles du Léman son avis sur le projet d'arrêté ;

VU le courriel de l'exploitant en date du 05 février 2025 n'apportant aucune remarque sur le projet d'arrêté ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512.1 du Code de l'environnement titre 1^{er}, livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que la modification des espèces ne présente pas de modification notable, mais qu'il convient néanmoins de les notifier dans l'autorisation d'ouverture du parc animalier ;

CONSIDERANT l'arrêté ministériel du 24 avril 1995 et les arrêtés préfectoraux n° DDPP-2011297-0009 du 10 novembre 2011, n° DDPP-SPAE-2023-09-20 du 26 septembre 2023 et n° SPAE-FSC-2024-03354 du 05 novembre 2024 accordant à Monsieur Jacques Olivier TRAVERS des certificats de capacité pour la présentation au public de spécimens d'espèces non domestiques ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les prescriptions relatives à la SARL Les aigles du Léman définies par l’arrêté préfectoral n° 96-792 du 23 avril 1996 modifié par les arrêtés complémentaires n° 2008-1821 du 12 juin 2008, n° 2009-1346 du 20 mai 2009, n° PAIC-2021-0084 du 04 août 2021 et n° PAIC-2024-0019 du 25 mars 2024 sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : l’article 1.3 de l’arrêté préfectoral d’autorisation n° 96-792 est modifié comme suit :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation Présentation de :	Effectif maximum	Classement
2140	<p>Animaux d'espèces non domestiques (installations fixes et permanentes de présentation au public de), à l'exclusion des magasins de vente au détail et des installations présentant au public des animaux d'espèces non domestiques suivantes correspondants aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">présentation de poissons et d'invertébrés aquatiques, les capacités cumulées des aquariums et des bassins présentés au public étant inférieures à 10 000 litres de volume total brut ;présentation au public d'animaux dont les espèces figurent dans la liste prévue par l'article R. 413-6 du Code de l'environnement ;présentation au public d'arthropodes.	Rapaces diurnes ou nocturnes	370	Autorisation
		Grand cormoran (<i>phalacrocorax carbo</i>)	4 ou 6 suivant la surface de la volière	
		Aigrette garzette (<i>Egretta garzetta</i>)	6	
		Grande Aigrette (<i>Ardea alba</i>)	4	
		ciconiidés	8	
		Anatidés	24	
		Corvidés	6	

La présentation de nouvelles espèces ne figurant pas dans ce tableau doit faire l’objet d’une demande d’autorisation auprès de Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie.

Article 3 : Prescriptions des actes antérieurs

L’arrêté préfectoral complémentaire n° PAIC-2024-0019 du 25 mars 2024 modifiant les prescriptions de l’arrêté préfectoral d’autorisation d’ouverture n° 96-792 du 23 avril 1996 modifié et portant extension d’un parc animalier de présentation au public SARL LES AIGLES DU LEMAN – SCIEZ est abrogé.

Article 4 : Notification

Le présent arrêté est notifié à monsieur le gérant de la SARL Les Aigles du Léman.

Article 5 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie dématérialisée depuis le portail "*Télé-recours citoyens*" accessible à l'adresse www.telerecours.fr :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce délai n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours administratif.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratifs ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Grenoble.

En application du III de l'article L.514-6 du Code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 : Publication

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 7 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté, par l'arrêté préfectoral n° 96-792 du 23 avril 1996 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2008-1821 du 12 juin 2008, n° 2009-1346 du 20 mai 2009 et n° PAIC-2021-0084 du 04 août 2021 autorisant l'ouverture d'une volerie "*Les Aigles du Léman*" sur la commune de SCIEZ entraînent l'application des sanctions administratives et pénales prévues par le titre VII du livre I^{er} du Code de l'environnement.

Article 8 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et Monsieur le directeur de la direction départementale de la protection des populations sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont une copie sera adressée à :

- ☐ Madame la sous-préfète de THONON-LES-BAINS,
- ☐ Monsieur le maire de SCIEZ,

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT